



Le 11 avril Deux Mille Treize à 20 H 00, les membres composant le Conseil Municipal de la commune de VEAUCHE se sont réunis, salle des conseils, sous la présidence de Madame Monique GIRARDON, Maire, après avoir dûment été convoqués, dans les délais légaux, le 4 avril 2013.

**PRESENTS :**

Monique GIRARDON, André CHAMPIER, Chrystelle VILLEMAGNE, Jean-Christophe CHOMAT, Roger LOUAT, Arlette MANEVY, Michel CHAUSSENDE, Josiane COTE, Marie-France PUIPIER, Danielle MAJEWSKI, Brigitte MULLER, Paulo DOS SANTOS, Christophe BEGON, Sylvie VALOUR, Valérie TISSOT, Julien MAZENOD, Elodie BARDON, Gilberte CORNET

---

Excusés avec pouvoir : Claire GANDIN, René ROBERT, Christian SAPY, Gérard DUBOIS, Claire REBOULET, Loïc BAZIN, Cyrille MURIGNEUX

Excusés sans pouvoir : Néant

Absents : Jacqueline BERGER

---

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Marie-France PUIPIER

---

**POUVOIRS** déposés en application de l'Article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mandants

Claire GANDIN,  
René ROBERT,  
Christian SAPY,  
Gérard DUBOIS,  
Claire REBOULET,  
Loïc BAZIN,  
Cyrille MURIGNEUX,

Mandataires

Josiane COTE  
Roger LOUAT  
Chrystelle VILLEMAGNE  
Jean-Christophe CHOMAT  
André CHAMPIER  
Michel CHAUSSENDE  
Arlette MANEVY

Madame Monique GIRARDON, Maire, procède à l'appel nominal des conseillers municipaux.

#### ↳ **Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 26 mars 2013**

Aucune observation n'ayant été formulée sur le compte rendu de la séance précédente, celui-ci est adopté à l'unanimité.

#### ↳ **Désignation du secrétaire de séance : Marie-France PUIER**

#### ↳ **Compte-rendu de la délégation de signature consentie au titre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales** **Dossiers présentés par Madame GIRARDON**

##### ↳ **Décision Administrative n°2013-02**

Encaissement d'un chèque d'un montant de 6 169,91 €uros émanant de la Compagnie d'Assurances SMACL correspondant au règlement des dommages occasionnés suite à l'embrasement d'un container à poubelles placé contre la façade de l'école Maternelle GLYCINES en date du 09 décembre 2012, déduction faite de la franchise de 1 000 € et de la vétusté de 1 755,82 €.

##### ↳ **Décision Administrative n°2013-03**

Marché d'élagage d'arbres sur la commune de Veauche confié à l'Entreprise ISS ESPACES VERTS - 299 route des Pépinières - 38270 JARCIEU.

Le marché est signé pour un montant de prestation s'élevant à 21 999,00 €uros H.T., soit un montant T.T.C. de 26 310,80 €uros.

La date prévisionnelle de commencement d'exécution du marché est début mars 2013.

##### ↳ **Décision Administrative n°2013-04**

Marché de fourniture et installation d'un système de vidéo-protection confié à l'Entreprise ETDE Réseaux - 22, Rue Barthelemy Thimonnier - 42161 ANDREZIEUX BOUTHEON.

Le marché est signé pour un montant après négociation sur la tranche ferme + la tranche conditionnelle de 30 753,00 €uros H.T., soit 36 780,59 €uros T.T.C. + l'option N°1 relative au contrat de maintenance pour un coût annuel de 2 591,00 €uros H.T., soit 3 098,84 €uros T.T.C.

La période d'intervention est arrêtée au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

##### ↳ **Décision Administrative n°2013-05**

Marché de Réfection toitures terrasses mezzanine dojo hall d'entrée sur gymnase Marcel Pagnol confié à l'Entreprise ASTEN - Rue George Sand - 42350 LA TALAUDIERE.

Le marché est signé pour un montant de travaux s'élevant à 37 396,40 €uros H.T., soit un montant T.T.C. de 44 726,09 €uros.

La date prévisionnelle de commencement d'exécution du marché est début avril 2013.

#### **Dossier n°2013-11 - Compte Administratif 2012 - Commune - Vote** **Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

Avant de procéder à la présentation et vote des comptes administratifs, André CHAMPIER demande à Madame le Maire de quitter la salle et à Josiane COTE (doyenne de l'assemblée) de présider la séance en l'absence du Maire.

Monsieur CHAMPIER présente à l'assemblée les comptes administratifs en rappelant que ces comptes correspondent à des recettes et des dépenses réelles.

|                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| ➤ Fonctionnement : | 2 311 826,83 euros |
| ➤ Investissement : | 3 515 529,06 euros |

**➤ Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-12 - Compte Administratif 2012 - Service de l'Eau – Vote**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| ➤ Fonctionnement : | 859 377,62 euros |
| ➤ Investissement : | 266 507,89 euros |

**➤ Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-13 - Compte Administratif 2012 - Service de l'Assainissement – Vote**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| ➤ Fonctionnement : | 558 467,81 euros |
| ➤ Investissement : | 411 576,06 euros |

**➤ Adopté à l'unanimité**

Les comptes administratifs ayant été présentés et votés, Josiane COTE reprend sa place dans l'assemblée, que rejoint Madame le Maire.

Monsieur CHAMPIER informe Madame le Maire que les Comptes Administratifs Commune, Service de l'Eau et Service de l'Assainissement ont tous été adoptés à l'unanimité.

Il adresse toutes ses félicitations à Madame GIRARDON au nom de ses collègues pour sa bonne gestion. Madame le Maire félicite à son tour Monsieur CHAMPIER.

**Compte Administratif 2012 - CCAS : pour information**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

|                    |                 |
|--------------------|-----------------|
| ➤ Fonctionnement : | 19 910,80 euros |
| ➤ Investissement : | 25 851,68 euros |

**Dossier n°2013-14 - Comptes de gestion : Commune, Service de l'Eau, Service de l'Assainissement – Approbation**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

André CHAMPIER rappelle à l'assemblée que les comptes de gestion sont ceux tenus par le Percepteur et doivent correspondre exactement à ceux du Maire qui est l'ordonnateur.

Le Conseil municipal déclare que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2012 pour la Commune, le Service de l'Eau et le Service de l'Assainissement par le receveur, visés et certifiés conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

**⇒ Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-15 - Affectation des résultats - Commune - Vote**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

**Excédent 2012 : 2 311 826,83 euros** ➤ Affectation Investissement : 1 663 918,05 euros  
➤ Affectation Fonctionnement : 647 908,78 euros

⇒ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-16 - Affectation des résultats - Service de l'Eau - Vote**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

**Excédent 2012 : 859 377,62 euros**

|                                |                  |
|--------------------------------|------------------|
| ➤ Affectation Investissement : | 353 200,00 euros |
| ➤ Affectation Fonctionnement : | 506 177,62 euros |

➔ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-17 - Affectation des résultats - Service de l'Assainissement – Vote**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

**Excédent 2012 : 558 467,81 euros**

- Affectation Investissement : 250 000,00 euros
- Affectation Fonctionnement : 308 467,81 euros

➤ **Adopté à l'unanimité**

**Affectation des résultats - CCAS : pour information**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

**Excédent 2012 : 19 910,80 euros**

|                                |                 |
|--------------------------------|-----------------|
| ➤ Affectation Investissement : | 500,23 euros    |
| ➤ Affectation Fonctionnement : | 19 410,57 euros |

**Dossier n°2013-18 - Fiscalité directe locale - vote des taux - Année 2013**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

Monsieur CHAMPIER expose à l'assemblée que la proposition de maintenir les taux des impôts locaux est un point fort de ce budget.

Il rappelle que depuis 2008, les taux des impôts ont augmenté seulement de 2 % (année 2009) alors que l'inflation a augmenté de 10,1 % en 6 ans.

Les taux fixés en 2012 avaient été les suivants :

- Taxe d'habitation : 9,32 %
- Foncier bâti : 13,27 %
- Foncier non bâti : 23,79 %

Les bases d'imposition pour 2013 notifiées par les services fiscaux ont augmentées et sont fixées comme suit :

- Taxe d'habitation : 11 934 000 euros

- Foncier bâti : 10 607 000 euros
- Foncier non bâti : 81 100 euros

Ce qui pourrait représenter un produit fiscal de référence de 2 539 092 euros.

Le Conseil municipal **décide de maintenir** les taux des trois taxes à :

- Taxe d'habitation : 9,32 %
- Foncier bâti : 13,27 %
- Foncier non bâti : 23,79 %

⇒ **Adopté à l'unanimité**

#### **Dossier n°2013-19 - Budget primitif 2013 – Commune**

**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

Madame GIRARDON expose que ces budgets sont présentés dans un climat d'incertitudes et de turbulences. Malgré des dépenses qui augmentent et des ressources qui diminuent (gels des dotations de l'Etat, transferts de charges ...), la municipalité s'efforce de maîtriser ses dépenses et charges de fonctionnement.

Monsieur CHAMPIER très fier et très ému de présenter le dernier budget de la mandature présente des budgets 2013 pour lesquels la municipalité reste très optimiste. Un gros travail a été réalisé afin d'anticiper les dépenses et préparer les années futures.

|                  |          |                    |
|------------------|----------|--------------------|
| ⇒ Fonctionnement | Recettes | 8 316 242,23 euros |
|                  | Dépenses | 8 316 242,23 euros |
| ⇒ Investissement | Recettes | 9 261 321,72 euros |
|                  | Dépenses | 9 261 321,72 euros |

⇒ Adopté à l'unanimité (1 ABSTENTION Gilberte CORNET)

#### **Dossier n°2013-20 - Budget primitif 2013 - Service de l'Eau**

**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

|                  |          |                    |
|------------------|----------|--------------------|
| ⇒ Fonctionnement | Recettes | 1 574 742,77 euros |
|                  | Dépenses | 1 574 742,77 euros |
| ⇒ Investissement | Recettes | 1 146 194,81 euros |
|                  | Dépenses | 1 146 194,81 euros |

⇒ Adopté à l'unanimité (1 ABSTENTION Gilberte CORNET)

#### **Dossier n°2013-21 - Budget primitif 2013 - Service de l'Assainissement**

**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

|                  |          |                    |
|------------------|----------|--------------------|
| ⇒ Fonctionnement | Recettes | 862 907,41 euros   |
|                  | Dépenses | 862 907,41 euros   |
| ⇒ Investissement | Recettes | 1 389 804,46 euros |
|                  | Dépenses | 1 389 804,46 euros |

⇒ Adopté à l'unanimité (1 ABSTENTION Gilberte CORNET)

#### **Budget primitif 2013 - CCAS : pour information**

**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**



|                  |          |                  |
|------------------|----------|------------------|
| ➤ Fonctionnement | Recettes | 279 010,57 euros |
|                  | Dépenses | 279 010,57 euros |
| ➤ Investissement | Recettes | 43 436,80 euros  |
|                  | Dépenses | 43 436,80 euros  |

**Dossier n°2013-22 - Examen d'une demande de subvention municipale – OGEC**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

**Monsieur Paulo DOS SANTOS concerné par cette question ne prend part ni au débat ni au vote.**

Monsieur CHAMPIER soumet au Conseil municipal la demande formulée par les responsables de l'Organisme de Gestion des Etablissements Catholiques (OGEC), sollicitant une participation de la Commune aux frais de scolarité pour les élèves de l'Ecole Privée Saint-Laurent de Veauche.

Il rappelle que les dépenses de fonctionnement matériel des classes sous contrôle d'association s'apprécient par référence aux dépenses correspondantes de l'enseignement public. Cette contribution ne peut en aucun cas être proportionnellement supérieure aux avantages consentis par la Commune.

Monsieur CHAMPIER expose que le coût moyen pour un élève des Ecoles Publiques à VEAUCHE représente la somme de 678,03 euros par an.

Il est proposé d'allouer ce même montant par élève, aux enfants domiciliés sur la Commune et qui fréquentent l'Ecole Privée Saint-Laurent. Le nombre d'élèves s'élevait, en 2012 à 219 (147 élèves en primaire et 72 élèves en maternelle).

Le Conseil municipal,

- **décide** de prendre en charge les dépenses de fonctionnement dans les conditions fixées par l'article 7 du décret n° 60-389 modifié, pour les élèves de l'Ecole Privée Saint-Laurent de Veauche (classes maternelles et primaires) domiciliés sur la commune correspondant à la somme de 148 488,57 euros.

- **autorise** Madame le Maire à signer la convention relative à l'attribution de cette subvention,  
- **dit** que la contribution sera allouée à l'OGEC sous forme de subvention, versée en quatre fois : à raison de 30 % en avril, 30 % en juin, 20 % en Septembre et 20 % Décembre, suivant les conditions énumérées dans la convention ci-jointe.

**➤ Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-23 - Examen d'une demande de subvention municipale – Association Intercommunale de Musique**  
**Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER**

Monsieur CHAMPIER soumet au Conseil municipal la demande formulée par les responsables de l'Association Intercommunale pour l'Enseignement Musical présidée par Monsieur Gérard LARCHE, sollicitant une participation de la Commune aux frais de fonctionnement pour les élèves fréquentant cette association.

Monsieur CHAMPIER rappelle à l'assemblée que la Commune de VEAUCHE soutient depuis de nombreuses années l'activité exercée par l'Association Intercommunale pour l'enseignement musical, qu'elle considère comme un acteur majeur de la commune.

Vu la demande formulée par le Président de l'Association, et afin de soutenir l'activité ainsi développée à l'égard de la population, le Conseil municipal,

- **décide** d'accorder à cette Association un soutien financier qui tienne compte du rayonnement de l'activité, mais aussi du nombre de ses adhérents et des autres financements obtenus, soit d'un montant de 42 000,00 euros.

- **accorde** cette contribution sous forme d'une subvention versée en une fois

- **autorise** Madame le Maire à signer ladite convention relative à l'attribution de cette subvention,

## ☞ Adopté à l'unanimité

### Dossier n°2013-24 - Redevance pour occupation du domaine public routier et non routier communal due par les opérateurs de communications électroniques Dossier présenté par Monsieur CHAMPIER

Monsieur CHAMPIER expose à l'assemblée que le décret du 27 décembre 2005 susvisé a fixé les modalités d'occupation du domaine public communal par les opérateurs de communication électroniques et, en particulier, a encadré le montant de certaines redevances.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, les montants des redevances fixés par le gestionnaire du domaine doivent tenir compte « de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages qu'en tire le permissionnaire ».

Les tarifs maxima fixés pour 2006 par le décret n°2005-1676 étaient les suivants :

#### Domaine public routier :

- 30,00 € par kilomètre et par artère en souterrain
- 40,00 € par kilomètre et par artère en aérien
- 20,00 € par m<sup>2</sup> au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques,

#### Domaine public non routier

- 1000,00 € par kilomètre et par artère en souterrain et en aérien,
- 650,00 € par m<sup>2</sup> au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques

Monsieur CHAMPIER informe le Conseil municipal que le décret n°2005-1676 a également fixé les modalités de calcul de la revalorisation annuelle qui doit s'effectuer au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, en appliquant « la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics ».

Considérant que les tarifs maxima applicables en 2013 découlent des calculs suivants :

Moyenne année 2012 = (Index TP01 de décembre 2011 + mars 2012 + juin 2012 + septembre 2012) / 4 Soit : (686,5 + 698,3 + 698,6 + 702,3) / 4 = 696,425

Moyenne année 2005 = (Index TP01 de décembre 2004 + mars 2005 + juin 2005 + septembre 2005) / 4 soit (513,3 + 518,6 + 522,8 + 534,8) / 4 = 522,375

Coefficient d'actualisation = moyenne 2012 / moyenne 2005 = **1,33319**

Le Conseil municipal **fixe** les montants plafonds des redevances dues pour l'année 2013 comme suit :

#### Domaine public routier

- artères souterraines : 40,00 € par kilomètre et par artère,
- artères aériennes : 53,33 € par kilomètre et par artère,
- emprises au sol : 26,66 € par m<sup>2</sup> au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques

#### Domaine public non routier

- artères souterraines : 1333,19 € par kilomètre et par artère,
- artères aériennes : 1333,19 € par kilomètre et par artère,
- emprises au sol : 866,57 € par m<sup>2</sup> au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques

et **décide** de revaloriser annuellement la redevance au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, par application de « la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics ».

## ☞ Adopté à l'unanimité

**Dossier n°2013-25 - Examen d'une demande de subvention exceptionnelle – FNACA**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Dans le cadre de l'organisation du pré-congrès et du congrès départemental FNACA qui aura lieu le 26 mars 2013 et le 11 mai 2013 à Veauche, Madame le Maire expose au Conseil municipal la demande de subvention exceptionnelle formulée par le président de la section FNACA de Veauche, Monsieur Alain PILLONEL.

Au vu du dossier présenté par la section FNACA de Veauche, le Conseil municipal **décide** d'allouer une subvention exceptionnelle de 600,00 €uros à la section FNACA de Veauche correspondant à des frais d'organisation de cette manifestation.

⇒ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-26 - Acquisition d'un tènement d'immeubles comprenant deux locaux à usage de garages situés à la Cité Saint Laurent**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Madame le Maire fait part à l'assemblée de l'opportunité pour la commune d'acquérir un tènement d'immeubles comprenant deux garages situés au 2B Avenue Irénée Laurent à la Cité Saint Laurent et appartenant aux époux BOYET.

Ce tènement d'immeubles, situé à proximité des deux garages dont la commune est déjà propriétaire, est cadastré sous le numéro 1551 de la section A et a une surface de 39 m².

Après accord avec les propriétaires, les biens concernés, actuellement libres de toute occupation, sont acquis pour la somme de 18 000,00 €uros conformément à l'avis des Domaines émis en date du 4 mars 2013.

Considérant que ces locaux répondent aux besoins propres des services municipaux auxquels ils seraient affectés, le Conseil municipal,

- **approuve** l'acquisition de ce tènement d'immeubles comprenant deux locaux à usage de garages dans les conditions énumérées ci-dessus appartenant aux époux BOYET.

- **autorise** Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'acquisition des biens concernés qui sera traitée en l'étude de Maître BRUNEL, Notaire à SAINT GALMIER.

⇒ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-27 - Convention de mise à disposition de biens immobiliers de la Commune de VEAUCHE**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 29 mai 2012, la commune est propriétaire du tènement d'immeuble sis 35 avenue Irénée Laurent.

Madame le Maire expose à l'assemblée que la Croix Rouge Française détient une antenne locale dans notre Commune et assure une permanence à la Maison du Parc dans le cadre de ses missions d'accueil et d'aide alimentaire.

Or, les conditions d'entreposage, de conservation, de distribution des denrées alimentaires ne correspondent plus aux règles d'hygiène et de sécurité applicables en la matière.

Madame le Maire informe le Conseil municipal qu'afin de poursuivre le soutien apporté aux Veauchois et autres populations limitrophes en matière d'aide alimentaire, la commune a souhaité mettre à la disposition de la Croix Rouge Française, les locaux sis au 35 avenue Irénée Laurent à VEAUCHE.

La mise à disposition des biens immobiliers est consentie à titre gratuit.



Les frais de nettoyage, d'eau, d'électricité, de téléphone, de chauffage (fuel), le contrat d'entretien de la chaudière, les impôts et taxes seront supportés par la Croix Rouge Française.

Le Conseil municipal **consent** la mise à disposition de biens immobiliers de la Commune de VEAUCHE à la Croix Rouge Française et plus particulièrement les locaux à usage d'habitation sis 35 avenue Irénée Laurent et **autorise** Madame le Maire à signer ladite convention.

### ➤ Adopté à l'unanimité

#### **Dossier n°2013-28 - Personnel territorial - Pole enfance jeunesse**

**Délibération de principe autorisant le recrutement de jeunes travailleurs non titulaires sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité**

**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Vu la délibération en date du 16 octobre 2012 par laquelle le Conseil municipal avait autorisé Madame le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou un accroissement saisonnier d'activité,

Considérant que les besoins du Pôle Enfance Jeunesse, peuvent justifier le recrutement de jeunes travailleurs non titulaires et possédant le Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA),

Ces agents, qui assurent des fonctions d'Adjointes d'animation, peuvent être recrutés à moins de 18 ans puisque l'âge requis pour le BAFA est 17 ans sachant qu'ils sont soumis à certaines règles du Code du Travail en matière de temps de travail (durée du travail, travail de nuit, repos, surveillance médicale ...).

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Le Conseil municipal **autorise** Madame le Maire à recruter des agents contractuels de moins de 18 ans au Pôle Enfance Jeunesse, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité.

### ➤ Adopté à l'unanimité

#### **Dossier n°2013-29 - Personnel territorial - Gratification des stagiaires**

**Délibération de principe autorisant le versement d'une gratification financière aux stagiaires de l'enseignement supérieur effectuant un stage de plus de deux mois au sein de la collectivité**

**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Madame le Maire expose à l'Assemblée les nouvelles conditions selon lesquelles sont accueillis les stagiaires de l'enseignement supérieur au sein des administrations et établissements publics ne présentant pas un caractère industriel et commercial.

Madame le Maire précise que chaque stage doit faire l'objet d'une convention entre le stagiaire, l'établissement de l'enseignement supérieur et l'administration d'accueil, et peut durer jusqu'à six mois. Au-delà de deux mois consécutifs (équivalents à 40 jours de présence à temps plein), le stage peut faire l'objet d'une gratification financière. Cette gratification, qui ne constitue pas un salaire, est due au premier jour de stage, versée mensuellement, et établie en fonction de la durée de présence hebdomadaire du stagiaire. Cette gratification ne peut être cumulée avec une rémunération de la part de l'administration. Le montant de cette gratification est fixé à 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale (article L242-4-1 du Code de la Sécurité Sociale).

Le Conseil municipal,

- **décide** d'accorder aux stagiaires de l'enseignement supérieur, effectuant un stage d'une durée supérieure à deux mois (40 jours de présence effectifs) au sein de la Commune, une gratification financière.

- **fixe** le montant de cette gratification à 12,50% du taux de la sécurité sociale, soit, pour l'année 2013, un montant de 436,05 euros pour un mois à temps complet (35h00).

➤ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-30 - Convention avec le Conseil général de la Loire pour la mise à disposition d'une solution de dématérialisation des marchés publics**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que selon l'article 22 de ses statuts, la Communauté de Communes du Pays de Saint Galmier est compétente en matière de dématérialisation des marchés publics pour « la mise à disposition d'une plateforme pour mettre en ligne les marchés publics et recevoir les offres ».

La plateforme actuellement utilisée par la CCPSG et la plupart des communes membres, dont notre Commune, est Klekoon. Cette dernière présentait l'avantage d'être gratuite pour la diffusion des marchés à procédures adaptées (MAPA), la dématérialisation des marchés et l'envoi des publicités au BOAMP (Bulletin officiel des annonces des marchés publics) et JOUE (Journal officiel de l'Union européenne). Cependant, depuis 2012, les adhérents à Klekoon souhaitant bénéficier de la hot line (support technique), doivent souscrire un contrat annuel de 149 €HT. En outre, plusieurs Communes ont déjà fait part de leurs difficultés persistantes dans l'utilisation de cette plateforme.

Dans ce contexte, le bureau de la CCPSG s'est prononcé favorablement pour l'adhésion à la plateforme de dématérialisation des marchés publics proposée par le Conseil général de la Loire. Cette plateforme présente l'avantage d'être gratuite, et d'être surtout beaucoup plus fonctionnelle et facile d'utilisation, que la plateforme proposée par Klekoon.

Madame le Maire informe le Conseil municipal que, le Conseil général de la Loire s'est positionné comme offreur de service numérique territorial dans le cadre du développement de l'administration électronique. Dans ce cadre, la commission permanente du Conseil général de la Loire a décidé le 27 juillet 2009, la mise à disposition gratuite d'un service de dématérialisation des marchés publics auprès des collectivités et établissements publics de la Loire.

Le Département s'engage :

- à mettre à disposition gratuitement la solution de dématérialisation marches-publics.info du prestataire du Département de la Loire Avenue Web Systems, répondant à la réglementation en vigueur et aux évolutions réglementaires futures,
- à en assurer gratuitement l'hébergement et les prestations d'info gérance, d'assistance et de maintenance associées,
- à proposer les prestations d'assistance et d'accompagnement, soit par son intermédiaire, soit par l'intermédiaire du prestataire Avenue Web Systems,
- à mettre à disposition des modules complémentaires payants proposés dans la solution marches-publics.info.

La durée de la convention est de CINQ années. Celle-ci peut être reconduite expressément une fois pour la même durée.

Le Conseil municipal **se prononce favorablement** sur l'adhésion au projet de dématérialisation des marchés publics de la Loire proposé par le Conseil général de la Loire et **autorise** Madame le Maire à signer la convention afférente.

➤ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-31 - CCPSG – Modification des règles de composition du Conseil pour 2014 – Approbation**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Vu la loi de Réforme des Collectivités Territoriales (RCT) du 16 décembre 2010 (n°2010-1563),

Vu la loi dite « Richard » du 31 décembre 2012 (n°2012-1561),

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L.5211-6-1.I ;

Madame le Maire expose à l'assemblée que les lois susvisées définissent les règles de composition de l'organe délibérant des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, dont les Communautés de Communes. Ces règles seront applicables lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux, soit en 2014.

Madame le Maire informe le Conseil municipal que le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Saint Galmier réuni le 20 mars 2013 a approuvé la modification des règles de composition du Conseil pour 2014 comme suit :

- Cette répartition tient compte de la population de chaque commune,
- Chaque commune dispose d'au moins un siège et aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges,
- le nombre de sièges total ne peut excéder de plus de 25 % le nombre de sièges qui serait attribué en application des, III et IV de l'article L5211-6-1. En application des dispositions du CGCT, le nombre de sièges au sein du Conseil de la CCPSG sera 31 (chiffre correspondant à 30 sièges par rapport à la strate de population + 1 siège de droit),
- La clé de répartition est la suivante, basée sur la population telle qu'indiquée au dernier recensement connu, précédent le 1<sup>er</sup> tour des élections municipales générales :
  - de 0 à 2500 habitants : 2 sièges,
  - de 2501 à 5500 habitants : 4 sièges,
  - de 5501 à 7500 habitants : 5 sièges
  - Au-delà de 7501 habitants : 8 sièges

Cette clé de répartition donne la composition suivante :

| <b>Communes</b>        | <b>Population municipale</b> | <b>Nombre de délégués</b> |
|------------------------|------------------------------|---------------------------|
| Avezieux               | 1467                         | 2                         |
| Bellegarde-en-Forez    | 1847                         | 2                         |
| Chamboeuf              | 1590                         | 2                         |
| Cuzieu                 | 1498                         | 2                         |
| Montrond les Bains     | 4785                         | 4                         |
| Rivas                  | 524                          | 2                         |
| Saint Bonnet les Oules | 1516                         | 2                         |
| Saint Galmier          | 5588                         | 5                         |
| Veauche                | 8507                         | 8                         |
| Saint André le Puy     | 1265                         | 2                         |
| <b>Total</b>           |                              | <b>31</b>                 |

Le Conseil municipal,

- **émet un avis favorable** aux règles de composition du Conseil pour 2014,
- **fixe** le nombre de sièges au sein du Conseil communautaire à 31,
- **adopte** la clé de répartition suivante, basée sur la population :
  - de 0 à 2500 habitants : 2 sièges,
  - de 2501 à 5500 habitants : 4 sièges,
  - de 5501 à 7500 habitants : 5 sièges
  - Au-delà de 7501 habitants : 8 sièges

➔ **Adopté à l'unanimité**

**Dossier n°2013-32- CCPSG – Modification des statuts**  
**Dossier présenté par Madame GIRARDON**

Madame le Maire expose à l'assemblée que le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Saint Galmier réuni le 20 mars 2013 a approuvé la modification des statuts qui porte sur :

- **la modification de l'article 1 : Création de la communauté de communes**

Mise à jour de la liste des communes membres de la CCPSG, en supprimant les communes d'Andrézieux Bouthéon et de la Fouillouse.

- **la modification de l'article 17-2-6 : Activités sportives**

Le 2<sup>nd</sup> alinéa « est d'intérêt communautaire le centre nautique Nautiform d'Andrézieux » est supprimé.

- **Création de l'article 17-2-6 bis : Activités sportives**

Un article 17-2-6 bis est créé, et rédigé comme suit :

« La Communauté de Communes reconnaît d'intérêt communautaire l'enseignement de la natation et du transport des enfants scolarisés en écoles primaires des communes membres vers un établissement adapté à cet enseignement ».

Madame le Maire informe le Conseil que selon l'article L5211-17 du CGCT, le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les modifications proposées. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le Conseil municipal **approuve** la modification des statuts de la CCPSG prenant en compte la modification des articles 1 et 17-2-6 ainsi que la création de l'article 17-2-6 bis.

**⇒ Adopté à l'unanimité**

Madame GIRARDON remercie André CHAMPIER et les équipes qui l'accompagnent au quotidien pour la bonne gestion des budgets.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h10**